

## **RÉSOLUTION contre les pensions à deux niveaux et pour des pensions à prestation déterminée**

Les Statuts de l'ACEP énoncent les objectifs suivants pour l'Association :

- obtenir pour tous ses membres les meilleurs niveaux de rémunération et les meilleures conditions d'emploi possible;
- promouvoir et protéger les droits et les intérêts de ses membres dans les questions touchant leur emploi et leurs relations avec leur employeur.

La législation du travail exige que les pensions de la fonction publique fédérale (un élément clé de nos conditions d'emploi) ne soient pas incluses dans les négociations collectives. Cela signifie que, pour promouvoir et protéger les droits des membres et pour obtenir les meilleures conditions d'emploi possible en ce qui a trait aux pensions, l'ACEP doit agir politiquement, c'est-à-dire en marge des négociations collectives et au-delà des relations de travail étroitement définies.

Récemment, le régime de retraite des employés de l'extérieur de la fonction publique fédérale a été attaqué tant dans les médias qu'à la table de négociation. Lors de sa plus récente série de négociations avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses des Postes, Postes Canada a cherché à remplacer le régime à prestations déterminées, dans le cadre duquel les membres touchent une pension de retraite prévisible et stable basée sur un fonds stable, par un régime de pensions à cotisations déterminées, qui favorise l'investissement des fonds de pension sur le marché et procure aux adhérents une pension variable selon le « rendement » du fonds. La soi-disant pension « dorée » est un régime de pensions à prestation déterminée.

Il y a diverses raisons de s'opposer aux pensions à cotisations déterminées, dont le fait que les membres n'ont aucun contrôle sur les investissements et que les prestations ne sont pas prévisibles. En cherchant à modifier les régimes de pensions, l'employeur vend le changement en proposant une approche graduelle et, parfois, un compromis. Cela signifie que les nouveaux membres/employés sont inscrits à un régime moins stable et de moindre valeur. Dans les faits, on fait passer les intérêts de certains membres avant les autres. UNIFOR/General Motors et le Syndicat des travailleurs et travailleuses des Postes/Postes Canada en sont des exemples récents.



L'ACEP doit défendre les intérêts de tous ses membres et prendre tous les moyens possibles pour défendre nos prestations de retraite.

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE L'ACEP :

- S'oppose aux pensions à deux niveaux;
- S'oppose aux pensions à cotisations déterminées;
- Lance une campagne d'éducation et de sensibilisation des membres et du public, travaille avec d'autres agents de négociation de la fonction publique fédérale, s'il y a lieu, pour défendre les pensions à prestations déterminées et mettre en évidence l'impact possible des changements proposés pour l'avenir;
- Exerce des pressions sur le gouvernement fédéral sous forme de lobbying, de pétitions, d'assemblées publiques, de rassemblements, etc. pour maintenir et défendre les pensions à prestations déterminées pour tous, et inclure les pensions dans les négociations collectives dans la fonction publique fédérale.

Présentée par :

Doug Hagar, EDSC, Section locale 514: 613-261-9571

Neil Burron, EDSC, Section locale 514: 819-744-1917

Jessica Squires, BAC, Section locale 519: 613-552-0002